

Attentat terroriste de Conflans : la logique du pire

Frédéric Rognon, professeur à la Faculté de théologie protestante de l'université de Strasbourg, réagit après l'assassinat du professeur Samuel Paty, vendredi 16 octobre.

Le nouvel attentat, perpétré le 16 octobre, a provoqué un émoi considérable. Ceci tient sans doute à la conjonction de plusieurs facteurs : la profession de la victime (singulièrement exposée), la jeunesse du terroriste, le mode opératoire particulièrement cruel, la commune jusqu'ici paisible de Conflans-Sainte-Honorine (la ville de Michel Rocard...), le rôle joué par les réseaux sociaux, le contexte de crise sanitaire et de sinistrose, et le fait qu'il s'agit d'un énième attentat, sur une liste qui ne semble pas vouloir s'arrêter. Mais au-delà de l'événement tragique et de l'émotion qu'il suscite, il peut être judicieux de nous interroger sur la logique qui prévaut dans une action terroriste. L'exercice est périlleux, car il s'agit d'essayer de saisir une certaine cohérence dans un acte odieux et barbare, sans pour autant le moins du monde le justifier : cela présuppose que, loin d'obéir à une pure démente, le terrorisme déploie une certaine rationalité. Il met en œuvre la logique du pire.

L'idéologie sous-jacente au terrorisme islamiste tourne autour de la notion de sacrifice : sacrifice de l'autre et de soi-même, au nom de la vérité. Alors que les guerres d'autrefois étaient menées pour la défense de la patrie, une bonne part des conflictualités du XXI^e siècle cherchent leur légitimité dans la défense de la vérité. Et ce changement de paradigme est considérable, car au nom de la vérité, on associe à la mort de l'autre la mort de soi, qui n'est pas seulement un risque à courir, mais une issue délibérément choisie. Tout soldat doit être prêt à mourir, mais le terroriste aspire à la mort, qu'il se représente comme devant être récompensée dans l'au-delà. Cette dimension religieuse de la violence contemporaine la rend particulièrement dévastatrice. C'est ce qui conduisit [Jacques Ellul](#), en un cri de Cassandra, à paraphraser et subvertir la fameuse formule d'André Malraux pour dire : « **Le XXI^e siècle sera religieux, et, de ce fait, il ne sera pas...** »

Frapper l'opinion publique

C'est pourquoi les « guerres asymétriques » ou « irrégulières » (selon l'expression de [Gérard Chaliand](#)) n'opposent plus des armées régulières mais des réseaux clandestins, ne se situent plus sur un champ de bataille nettement circonscrit, ne démarrent plus par une déclaration de guerre ni ne se terminent par un armistice, mais se livrent en continu et en tout lieu, notamment au cœur même de la vie civile : salles de spectacle, métro, collèges... Il s'agit ainsi, pour les réseaux terroristes, de compenser l'infériorité technique par des victoires psychologiques. Car l'idéologie islamiste vise en priorité à frapper l'opinion publique. C'est la vérité religieuse qui doit peu à peu, au gré des attentats, s'imposer dans les esprits.

En théologie des religions, on a recours à une typologie classique pour rendre compte des différents rapports à la vérité. Elle comprend trois termes : exclusivisme, inclusivisme et pluralisme. L'exclusivisme consiste à considérer qu'il n'y a qu'une seule vérité, qui par nature ne peut se partager : tous ceux qui la nient se trouvent rejetés dans l'erreur et la perdition. L'inclusivisme affirme elle aussi qu'il n'y a qu'une vérité, pleinement détenue par une seule confession, mais que ceux qui appartiennent à d'autres traditions religieuses peuvent bénéficier de parcelles de cette vérité : si la vérité (et la confession qui la possède) se trouve au sommet de la montagne, les autres religions ne sont pas dans les abysses, mais à flanc de falaise. Enfin, selon le pluralisme, personne ne possède la vérité pleine et entière, toutes les traditions en ont des bribes : toutes se situent sur les versants de la montagne, et peuvent s'élever ensemble. Il est évident que le terrorisme répond à une logique exclusiviste, mais l'inverse n'est pas attesté : tout exclusivisme ne conduit pas au terrorisme. Il est bien possible de croire posséder la vérité plénière sans chercher à l'imposer par la violence.

Justifier le recours à la terreur

À la logique exclusiviste doivent donc s'agréger d'autres conditions pour justifier le recours à la terreur. Tout d'abord, les croyants sont investis de la mission de défendre Dieu. Ce principe que ne partagent pas tous les exclusivistes, loin de là, confère à l'homme un rôle éminent dans le règne de la vérité : toute atteinte à son intégrité sur terre doit être dénoncée, et si possible sanctionnée, châtiée. Et les « lieu-tenants » de la vérité divine seront récompensés pour leur héroïsme.

Ensuite, les ennemis de la vérité se voient privés de toute dignité, et par conséquent du droit à la vie qui lui est afférent. Ceux qui affectent l'honneur même de la divinité et de ses représentants ne méritent pas de vivre : telle est la logique de la punition du blasphème et des blasphémateurs. Ceci implique la construction d'une représentation diabolique de l'ennemi : sa réification, c'est-à-dire sa réduction à une chose (« res » en latin) dont on peut disposer, que l'on peut supprimer en toute bonne conscience. Le terrorisme islamiste tourne le dos au principe même de la dignité de toute personne humaine, qui est à la base des

droits de l'homme.

Face à cette logique du pire, que faire ? Faut-il répondre sur le même registre ? Opposer un exclusivisme violent à un autre ? Ce serait entrer dans un engrenage mortifère. Et cependant, nous sommes ici encore sur une ligne de crête périlleuse, où il s'agit d'éviter à la fois l'affrontement avec les mêmes armes, et la caution accordée au terrorisme.

Le permis et l'utile

D'un point de vue chrétien, la parole la plus adéquate pourrait être ici : « **Tout est permis, mais tout n'est pas utile ; tout est permis, mais tout n'édifie pas** » (1 Corinthiens 10, 23). La liberté de caricaturer la religion de l'autre est un droit inaliénable dans une république laïque. Elle n'est pas pour autant un devoir, une nécessité, un passage obligé pour manifester la conquête de cette liberté. Le dénigrement des principes d'une religion n'affecte pas seulement les terroristes, mais tous les croyants. Car la religion n'est pas qu'un fait religieux, elle est une expérience intime à dimension identitaire. Il n'est pas nécessaire, ni utile ni édifiant, d'y avoir recours, même si cela est permis au nom de la liberté d'expression.

Il est difficile de faire entendre ce discours dans un pays aussi sécularisé que le nôtre, mais il reste tout de même quelques secteurs de sacralité au sein de la sécularisation : on pourrait donc oser l'analogie avec l'atteinte à l'intégrité des enfants, dernier tabou qui suscite encore de vives réactions. Pourrait-on la caricaturer, en faire un objet d'humour, de sarcasmes ? En théorie, oui, mais est-ce nécessaire, utile, édifiant ? S'il y a une éthique de l'humour, pourquoi blesser inutilement ? Ce discernement aurait pour effet de retirer tout prétexte au terrorisme islamiste, et surtout de cesser de choquer les musulmans. Non pas pour céder à la menace par autocensure, mais pour contribuer à la construction d'un vivre ensemble harmonieux.

Réforme - Publié le 18 octobre 2020 (Mise à jour le 19/10)

Par Frédéric Rognon